

député de Bellechasse (M. Lambert) avait la parole. Heureusement, on l'en a empêché.

Aujourd'hui, cependant, le ministre des Finances (M. Chrétien) a prévenu la Chambre qu'il avait l'intention d'appliquer la clôture au débat sur un projet de loi auquel, il y a à peine quelques jours, les députés ministériels eux-mêmes tentaient systématiquement de faire obstruction. Vendredi dernier, on a pu voir au cours du débat à la Chambre cinq députés ministériels, dont trois membres du Conseil privé, trois ministres de premier plan, se lever les uns après les autres dans une tentative d'obstruction systématique.

[Français]

L'Orateur suppléant (M. Ethier): L'honorable secrétaire parlementaire du président du Conseil privé invoque le Règlement.

M. Pinard: Monsieur l'Orateur, il me répugne d'interrompre l'honorable chef de l'opposition officielle, mais lui qui veut nous donner des leçons de procédure est exactement en train de prononcer un discours qui cadrerait beaucoup mieux dans le débat de demain sur la motion relative à l'article 75C du Règlement. Je vous demande, monsieur le président, de le rappeler à l'ordre, et de lui demander s'il veut participer au débat relatif à la motion de 2^e lecture, de parler sur le bill C-7.

M. Clark: Monsieur l'Orateur, il est impossible de parler d'aucun aspect de la politique du gouvernement libéral sans se référer à l'incompétence générale, parce que c'est l'incompétence générale qui anime toute leur politique, et nous avons eu une autre indication de cette incompétence par l'intervention du secrétaire parlementaire. Je suis en train maintenant, monsieur l'Orateur, d'indiquer les raisons pour lesquelles nous à la Chambre pensons qu'aujourd'hui le gouvernement pose un geste extraordinaire. Il essaie d'enfreindre les règles et les pratiques établies pour forcer le Parlement à accepter un projet d'emprunt du gouvernement fédéral alors que celui-ci ne donne aucun détail sur les dépenses prévues. Cela est inacceptable aux députés de l'opposition.

[Traduction]

Comme je le disais, non seulement le gouvernement a fait preuve d'incompétence en essayant d'imposer la clôture, mais il l'impose à l'égard d'un bill dont il a lui-même prolongé le débat. En effet, vendredi dernier chose vraiment incroyable, cinq députés ministériels ont pris la parole et fait de l'obstruction systématique à l'égard d'un bill dont l'adoption n'était pas urgente ce jour-là mais qui l'est maintenant devenu à tel point qu'il lui faut imposer la clôture pour le faire adopter.

Divers ministres et porte-parole de la majorité ont soutenu qu'il ne s'agissait en l'occurrence que d'un bill de finances courant. Mais, pas du tout Votre Honneur, il s'agit en fait d'une mesure tout à fait extraordinaire par laquelle le gouvernement cherche à obtenir un pouvoir d'emprunt démesuré d'une manière inusitée.

Le gouvernement sollicite l'autorisation d'emprunter 17 milliards de dollars dont une bonne partie pour couvrir, nous dit-on, des besoins établis d'après des prévisions que nous n'avons jamais vues. Cet événement est, à ma connaissance, sans précédent dans les annales de la Chambre des communes. C'est en effet la première fois qu'un gouvernement ose demander un chèque en blanc de 10 milliards de dollars sans dire un mot de ce qu'il compte faire d'une telle somme.

Pouvoir d'emprunt—Loi

Fait d'autant plus choquant et inhabituel, c'est la troisième fois cette année qu'il revient à la charge pour faire augmenter les limites de crédit. Depuis mars 1977, le gouvernement a sollicité et obtenu l'autorisation d'emprunter 21 milliards de dollars et il demande derechef à emprunter 17 milliards, dont 10 serviront on ne sait trop à quoi. C'est inouï; et ce fait sans précédent, la Chambre ne saurait l'accepter.

Des voix: Bravo!

M. Clark: On est en droit de se demander pourquoi le gouvernement est si pressé de faire adopter cette mesure. Depuis bien longtemps j'essaie d'obtenir du ministre des Finances qu'il me donne une idée du montant des recettes qu'il prévoit percevoir au cours de cette année financière. Nous savons que les prévisions fournies il y a quelques mois à ce sujet par le ministre sont inexactes. L'ennui c'est que nous ne savons pas quelle est la marge d'erreur et il refuse de nous le dire. Le ministre des Finances qui semble mettre un point d'honneur à ne pas dire aux Canadiens ce qu'ils sont en droit de savoir, bien que ses collaborateurs le mettent probablement au courant refuse d'annoncer à la Chambre à combien se monteront les recettes du gouvernement canadien au cours de l'année financière de sorte que nous ignorons le montant de notre déficit. Nous ne savons pas davantage de combien le pays va encore s'obérer à cause de l'incompétence de ce gouvernement. Tout ce que nous savons, c'est que le gouvernement demande maintenant le pouvoir d'emprunter encore 17 milliards de dollars. Nous ne savons pas quelles sont les recettes projetées, nous ne savons pas pourquoi il est si urgent d'adopter cette mesure et nous ne savons pas pourquoi le gouvernement s'est dépêché de la présenter et a interrompu pour ce faire le débat sur le discours du trône. Maintenant, après avoir fait de l'obstruction systématique pendant son propre débat, le gouvernement essaie d'imposer la clôture pour faire adopter le bill. Pourquoi est-ce tellement urgent? Pourquoi le gouvernement est-il pressé d'obtenir le pouvoir d'emprunter encore 17 milliards de dollars? Que se passe-t-il? Que nous cache-t-on? Quels besoins urgents poussent le gouvernement à présenter ce bill dès maintenant?

● (1542)

On nous dit qu'il y aura un budget. Le gouvernement refuse de nous dire à quelle date—d'ailleurs, il nous donne rarement de dates—mais il doit y avoir un nouveau budget vers le milieu de novembre. Pourquoi le gouvernement du Canada se dépêche-t-il d'obtenir une augmentation de son pouvoir d'emprunt avant la présentation du budget? Un budget doit contenir des prévisions de dépenses; il doit contenir un bilan des recettes que le gouvernement pense obtenir et il doit contenir un exposé des priorités que le gouvernement s'est fixées. Nous aurons tout cela dans trois semaines. Pourquoi alors cette demande extraordinaire en vue d'obtenir le pouvoir d'emprunter 17 milliards de dollars de plus dès maintenant? Pourquoi ne pas attendre trois semaines? Où est l'urgence? Que nous cache-t-on? Pourquoi le gouvernement ne nous donne-t-il pas immédiatement les renseignements que contiendra le budget ou, sinon, pourquoi n'attend-t-il pas d'avoir présenté le budget à la Chambre des communes pour demander ce nouveau pouvoir d'emprunt?